

# L'Organisation mondiale de la santé, une agence de plus en plus privée

La réforme de l'institution, lancée à l'occasion de son assemblée générale à Genève, inquiète nombre d'ONG

Genève  
Correspondance

Dès l'ouverture de la 64<sup>e</sup> assemblée annuelle de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qui se tient à Genève du 16 au 24 mai, Margaret Chan, sa directrice générale, a donné le coup d'envoi de « la réforme la plus vaste jamais entreprise au sein de l'organisation depuis sa création en 1948 ».

Qualifiée d'« essentielle » pour affronter les défis à venir, dont le premier touche à la pérennité financière de l'institution, cette réforme intervient alors que l'OMS traverse une grave crise d'identité. Agence des Nations unies, l'organisme a été accusé à plusieurs reprises d'avoir agi sous l'influence de l'industrie pharmaceutique.

La démarche lancée inquiète. Certains observateurs et plusieurs ONG craignent que la réforme proposée, qui sera soumise au vote des Etats membres de l'OMS, ne soit le début d'une privatisation rampante de l'agence onusienne. « La question est de savoir si au lieu d'une agence de santé publique multilatérale, l'OMS ne va pas devenir une agence privée au service des intérêts d'une poignée de donateurs », résume le Colombien German Velasquez, ancien directeur du département sur l'innovation et la propriété intellectuelle de l'OMS, et aujourd'hui conseiller au South Centre, un cabinet de réflexion

basé à Genève. Depuis quelques mois, le débat fait rage en effet autour du financement de l'organisation et de sa capacité à conserver son rôle de leader en matière de santé publique mondiale.

En janvier 2010, une consultation informelle avait été lancée et certains pays comme l'Inde, le Brésil ou la Thaïlande s'étaient dits très « préoccupés par la dépendance croissante de l'OMS à l'égard des contributions volontaires à objet

**Aujourd'hui, les contributions fixes des Etats membres ne représentent plus que 20 % du budget de l'organisation**

désigné », c'est-à-dire consacrées à un programme de santé particulier.

Aujourd'hui, les contributions fixes des Etats membres ne représentent plus que 20 % du budget de l'OMS contre 80 % pour les contributions volontaires. Ces dernières proviennent des Etats membres – certains pouvant être désireux de financer un programme spécifique –, de fondations philanthropiques et du secteur privé, les laboratoires pharmaceutiques, notamment. Destinées à un usage précis, elles peuvent fluctuer ou disparaître d'une année à l'autre. En 2011, leur baisse (de 10 % à 15 %) provoque un manque à gagner de

300 millions de dollars (210 millions d'euros), sur un budget total 2010-2011 de 4,5 milliards de dollars. D'ores et déjà, une réduction des dépenses est prévue dans les bureaux régionaux et au siège de Genève, où 300 postes sur 2400 ne seront pas reconduits.

Désireuse d'inverser cette tendance, Margaret Chan préconise d'« accroître le nombre de bailleurs de fonds en faisant appel aux Etats membres à économie émergente, à des fondations ainsi qu'aux secteurs privé et commercial, sans pour autant compromettre l'indépendance de l'OMS ». L'ONG suisse la Déclaration de Berne y voit le risque d'« une influence croissante des pouvoirs économiques sur les priorités de santé dans le monde », alors que pas un mot n'est dit sur une possible augmentation des contributions fixes des Etats membres, qui, selon German Velasquez, serait « la seule manière d'assurer un financement stable à long terme ».

Le programme de réforme prévoit aussi la conduite d'un audit indépendant sur l'activité de l'OMS. Cette idée avait été proposée par le Canada et soutenue par les Etats-Unis. Mais certains pays européens craignent qu'à l'issue de cette évaluation, des experts dictent de l'extérieur la manière dont l'OMS doit être gérée.

Le projet propose aussi de fixer les priorités de l'OMS, en se concentrant notamment sur le renforcement des systèmes de santé, la



Campagne de vaccination et de nutrition menée conjointement par l'Organisation mondiale de la santé et l'Unicef en Somalie, en juillet 2010. ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

réduction du coût des soins et les normes sanitaires.

Constatant que le nombre d'intervenants en matière d'action sanitaire mondiale va croissant, la réforme annoncée propose l'organisation d'un « forum mondial de la santé » dont la première édition, qui réunira acteurs privés et

publics, devrait se tenir début 2012. Le Forum pourrait « aider à infléchir les décisions et les programmes d'actions de l'OMS », sans usurper la « prérogative décisionnelle », de l'agence onusienne, assure le document.

Mardi 17 mai, un collectif d'ONG, comprenant entre autres

Médecins sans frontières, a vivement réagi estimant que cette proposition « porte atteinte aux principes de la gouvernance démocratique, et à l'indépendance et l'efficacité de l'OMS, tout en renforçant le pouvoir déjà démesuré du secteur lucratif ». ■

Agathe Duparc

## La Fondation Gates est devenue un contributeur de premier plan

Genève  
Correspondance

La Fondation Bill et Melinda Gates est aujourd'hui le deuxième plus gros contributeur volontaire de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), après les Etats-Unis, avec 220 millions de dollars (154 millions d'euros) versés pour le budget 2010-2011.

Le fondateur de l'institution philanthropique, « honoré » d'avoir été invité, pour la deuxième fois, à s'exprimer à la tribune de l'Assemblée annuelle de l'institution, a exhorté les ministres de la santé à faire de la vaccination

leur priorité absolue. « Nous pouvons sauver 10 millions de vies d'ici à 2020 », a-t-il lancé, rappelant qu'il y a trente ans, son slogan était « un ordinateur pour chacun », remplacé par « une bonne santé pour tout être humain ».

Depuis quelques années « la Gates », comme on l'appelle à l'OMS, s'est imposée comme l'acteur le plus puissant en matière de santé mondiale. Dotée de 37 milliards de dollars, elle a distribué, depuis sa création en 2000, presque 25 milliards de dollars pour soutenir divers programmes de santé pour les pays pauvres. Elle verse chaque année 100 mil-

lions de dollars au Fonds mondial contre le sida, le paludisme et la tuberculose, et finance de nombreux programmes de recherche.

Au sein de l'OMS, ses largesses sont essentiellement destinées à la lutte contre la polio. Une partie de ses dons subventionne ainsi le groupe stratégique consultatif d'experts (SAGE) sur la vaccination. Les avis de ce dernier sur la stratégie vaccinale à mettre en place en 2009 contre le virus de la grippe A (H1N1), ont été fortement contestés. Le SAGE est apparu trop proche de l'industrie pharmaceutique, et sujet à des conflits d'intérêt.

Interrogé sur le système actuel

de brevets sur les médicaments, qui pénalise les pays les plus pauvres, l'ancien patron de Microsoft estime qu'il faut maintenir le statu quo. « Il a fait fortune en défendant la propriété intellectuelle. Sa fondation favorise le développement de médicaments et de vaccins brevetés, plutôt que de produits génériques », explique James Love de l'ONG Knowledge Ecology International (KEI).

Début 2011, la fondation Gates a annoncé qu'elle financerait pour 20 millions de dollars (14 millions d'euros) un essai clinique sur l'utilisation à faibles doses de la stavudine (d4t), un vieux médi-

camment anti-sida, qui entraîne des effets indésirables (douleurs, troubles du métabolisme des graisses...). En 2009, l'OMS, révisant ses recommandations, avait demandé aux pays du Sud qui l'utilisaient encore de planifier son remplacement par d'autres molécules, plus chères mais moins toxiques. Très engagé dans ce combat, MSF se dit choqué : « La Fondation Gates fait un calcul économique : le produit ne coûte pas cher et ils veulent le garder. Cette logique ne prend pas assez en compte l'intérêt des patients », regrette la docteur Isabelle Andrieux-Meyer. ■

A. Du.

### 8 000 experts

**Instances** Agence du système des Nations unies, l'Organisation mondiale de la santé, créée en 1948, compte 193 Etats membres. Son assemblée générale se réunit tous les ans et rassemble 1800 délégués. Elle élit le directeur général. Le conseil exécutif compte 43 membres, élus pour trois ans.

**Effectifs** Le secrétariat de l'OMS peut s'appuyer sur 8 000 experts scientifiques et personnels administratifs travaillant en contrat à durée déterminée au siège, à Genève, dans les six bureaux régionaux et dans les pays.

**Budget annuel** 4,5 milliards de dollars (3,15 milliards d'euros).

## Le « procès de l'humanité » s'est ouvert à Stockholm

Le « procès de l'humanité » a débuté mardi 18 mai, à Stockholm, avec comme partie civile, la planète Terre. Dix-huit lauréats du prix Nobel sont présents. Objectif de cette mise en scène à laquelle participent également d'autres scientifiques et des ONG ? Alerter sur l'urgence à préserver notre bien commun menacé de toutes parts, qu'il s'agisse du réchauffement climatique, de l'acidification des océans ou de l'érosion de la biodiversité.

« Le temps du procès est venu, car nous disposons de suffisamment de preuves pour démontrer les risques actuels et à venir », souligne Mario Molina, Prix Nobel de chimie en 1995, conseiller du président américain, Barack Obama, et qui tenait pour l'occasion le rôle du juge. Nos études scientifiques – et leurs projections – montrent combien il est nécessaire maintenant que nos décideurs passent aux actes. »

Pour lui, la sentence ne fait aucun doute : « La société peut et doit changer. Le temps de l'antagonisme entre développement et environnement n'a plus cours. Mais nous devons être bien conscients que cet engagement pour la planète contrarie les intérêts de certains lobbies qui devraient se montrer plus responsables. »

### « Le diagnostic est clair »

Quatre Prix Nobel – Werner Arber et Peter Doherty, tous deux Nobel de médecine, le premier en 1978, le second en 1996 ; James Mirrlees, Nobel d'économie en 1996, et Carlo Rubbia, Nobel de physique en 1984 – sont membres du jury. Quatorze autres lauréats du Nobel sont présents dans la salle. Le procureur est Will Steffen, directeur de l'Institut du changement climatique en Australie.

« Le diagnostic est clair, mais la

thérapie n'est pas décidée », note Carlo Rubbia, soucieux de vulgariser les sujets abordés lors des débats. « Quand des Prix Nobel s'expriment, admet Mario Molina, il y a plus de probabilités que les décideurs écoutent. Et nous pouvons facilement réfuter les arguments des climatocéptiques qui disent que la thèse du réchauffement est une conspiration de chercheurs intéressés à tirer le signal d'alarme afin d'obtenir plus de financements. Car quand vous êtes Prix Nobel, vous n'avez pas ce genre de besoin. »

Même si le développement durable n'est pas le domaine de prédilection et de recherche de cette assemblée de Nobel, l'objectif du symposium qui va durer trois jours est pourtant d'en faire les héros de cette cause.

« Ce que j'espère beaucoup », insiste Garry Peterson, du Stockholm Resilience Centre, qui tenait le rôle difficile du défen-

seur de l'humanité, c'est qu'en sortant de ce symposium les Prix Nobel continuent à porter ce message de l'urgence. Pourquoi pas, d'ailleurs, auprès de l'industrie chimie américaine, par exemple. Ils pourraient inciter les fabricants à produire des produits chimiques plus respectueux de l'environnement. »

A plus court terme, le tribunal va intégrer son verdict dans un mémorandum qui sera remis aux experts des Nations unies sur le développement durable, actuellement réunis à Helsinki, en Finlande. « Nous sommes confiants : les décideurs vont nous écouter, veut croire le « procureur » Will Steffen. Mais rappelez-vous qu'ils écoutent aussi beaucoup d'autres voix, le monde des affaires, leurs électeurs. C'est comme ça que marche la démocratie... » ■

Olivier Truc  
(Stockholm, correspondance)

### Arctique

## Le Danemark va revendiquer la souveraineté sur le pôle Nord

Le Danemark va revendiquer officiellement des territoires qui englobent le pôle Nord, a révélé mardi 17 mai un quotidien danois. Le rapport sur la stratégie arctique du royaume danois pour les dix ans à venir – qui inclut déjà le Groenland et les îles Féroé – sera publié mi-juin. La revendication sera présentée à l'Organisation des Nations unies au plus tard en 2014. La Russie a déjà effectué cette démarche en 2001 et le Canada devrait faire de même d'ici à 2013. La course pour le pôle Nord a été lancée à l'été 2007 lorsqu'un sous-marin scientifique russe avait planté un drapeau au fond de la mer, sous la banquise. Cinq Etats sont riverains de l'océan Arctique : Canada, Danemark via le Groenland, Etats-Unis, Norvège et Russie. Si les hydrocarbures sont plus concentrés le long des côtes, l'océan Arctique regorge de poissons. ■ Olivier Truc

### Environnement Le Royaume-Uni veut diviser par deux ses émissions de carbone d'ici à 2025

Le secrétaire à l'énergie britannique, Chris Huhne, a indiqué, mardi 17 mai, devant le Parlement, que son gouvernement adopterait un plan pour réduire de 50 % d'ici à 2025 les émissions de gaz à effet de serre, par rapport au niveau des années 1990. – (AFP)

### Energie La sécheresse aggrave la pénurie d'électricité en Chine

La sécheresse qui sévit actuellement dans le centre de la Chine majeure la pénurie d'électricité dont souffre régulièrement le pays. L'énergie hydraulique est la deuxième source d'énergie en Chine après le charbon. – (AFP)